

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS

Paraissant les Mardis, Jeudis et Samedis,

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

PRIX DES ABONNEMENTS :

Un an, Saumur,	18 fr. » c. Poste,	24 fr. » c.
Six mois, —	10 — —	13 — —
Trois mois, —	5 — 25 —	7 — 50

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — Les abonnements demandés, acceptés ou continués, sans indication de temps ou de termes seront comptés de droit pour une année. — L'abonnement doit être payé d'avance. — Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 30 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

Gare de Saumur (Service d'été, 9 mai).

DÉPARTS DE SAUMUR VERS NANTES.

3 heures 09 minutes du matin, Poste.
6 — 45 — (pour Angers seulement) Omn.
9 — 02 — Omnibus-Mixte.
1 — 33 — soir, Omnibus-Mixte.
4 — 13 — Express.
7 — 22 — Omnibus-Mixte.

DÉPARTS DE SAUMUR VERS PARIS.

3 heures 03 minutes du matin, Mixte.
8 — 20 — Omnibus-Mixte.
9 — 50 — Express.
12 — 38 — Omnibus-Mixte.
4 — 44 — soir, Omnibus.
10 — 30 — Poste.

Le train d'Angers, qui s'arrête à Saumur, arrive à 6 h. 43.

PRIX DES INSERTIONS :

Dans les annonces	30 c. la ligne.
Dans les réclames	30 —
Dans les faits divers	50 —
Dans toute autre partie du journal.	75 —

RÉSERVES SONT FAITES : Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

ON S'ABONNE A SAUMUR,

Au BUREAU DU JOURNAL, place du Marché-Noir, et chez MM. GRASSET, JAVAUD et MILON, Libraires.

Chronique Politique.

Le Journal de Saint-Petersbourg dit que la nouvelle publiée par l'Indépendance belge au sujet d'une entente entre la Russie et l'Angleterre, dans le but d'empêcher le démembrement de la France, est inexacte. Même en admettant, dit le Journal de Saint-Petersbourg, que la Russie ne désire pas ce démembrement, l'accord mentionné n'existe pas dans le moment actuel.

Décidément la presse anglaise ne sait plus qu'inventer en fait de calomnies contre la France. Lorsque les grandes questions politiques lui manquent, elle s'attaque aux personnes.

C'est ainsi que nous avons annoncé, d'après un journal anglais, le départ pour Londres de la maréchale Canrobert. Ce fait est faux. Nous sommes prévenus aujourd'hui, et nous nous mettrons en garde contre une presse qui, autrefois, nous inspirait une grande confiance.

M. Wittersheim est imprimeur, mais il n'est pas journaliste, c'est ce qui explique sans doute pourquoi, au moment où tous les journaux de France s'élèvent contre les calomnies du Times, il fait encore à la feuille anglaise les honneurs des colonnes officielles.

Pas plus tard qu'hier, l'Officiel a emprunté une nouvelle au Times concernant l'Australie. Rayez bien vite le Times de vos papiers, monsieur Wittersheim.

On remarque l'absence de toute nouvelle de l'armée prussienne dans les journaux allemands, anglais et belges, depuis le combat du 18. Le roi de Prusse et le correspondant berlinois du Times restent muets. Il paraît qu'ils n'ont rien de bon à annoncer. En revanche, les journaux allemands sont pleins d'appels désespérés en faveur des blessés. D'après un mot du maréchal Bazaine, les blessés prussiens dans les derniers combats seraient aux blessés français dans la proportion de cinq contre un.

S'il faut en croire diverses informations adressées de Berlin à Vienne et répandues par plusieurs correspondances viennoises, les Berlinoises seraient actuellement fort perplexes. Des détails sinistres sur les pertes essuyées par les Prussiens circuleraient à Berlin. Il n'y a qu'une seule voix, — lisons-nous dans une de ces correspondances ; — ces pertes sont énormes, presque fabuleuses. Jamais encore il n'y a eu une pareille boucherie. Les calculs les moins pessimistes estiment la perte des Prussiens dans les derniers engagements à 50,000 hommes mis hors de combat. Des régiments entiers ont disparu. On nomme entre autres le 35^e d'infanterie qui n'a conservé que 50 hommes.

La division de Brandebourg est presque anéantie. Cela est surtout sensible aux Berlinoises, car cette division se recrute dans la capitale et les environs. On entend déjà dire à Berlin : « Si nous continuons à remporter de telles victoires, nos soldats seront tous enterrés en France. »

On lit dans la France :

« Un négociant de Luxembourg nous écrit pour nous annoncer un fait auquel nous nous refusons de croire, vu sa gravité :

« Le gouvernement du grand-duché serait, paraît-il, en train de subir la pression de la Prusse, pour ramener à Trèves, à travers le territoire grand-ducal et par des voies ferrées, les blessés des armées royales.

« Or, ces blessés, pour être ramenés dans leur pays, doivent actuellement prendre la route qu'ont suivie les troupes envahissantes, ce qui occasionne naturellement un grand encombrement.

« En donnant ses lignes pour faire évacuer les blessés, le gouvernement du grand-duché de Luxembourg accorderait donc une grande facilité à la Prusse qui, de cette manière, aurait ses voies entièrement libres pour recevoir ses renforts, car il faut bien qu'on sache que l'armée de Silésie et celle du général de Folckenstein s'avancent en toute hâte vers la France et sont déjà concentrées dans les provinces rhénanes.

« Nous espérons que le gouvernement français réclamera à temps contre cette facilité qui ferait sortir le Luxembourg des devoirs de sa neutralité. »

Une dépêche d'Arlon (Belgique), du 23 août, signale des violations continuelles de la frontière. Tantôt ce sont des soldats prussiens qui attaquent nos carabiniers et entrent sur les territoires belge et luxembourgeois; tantôt ce sont des passages d'approvisionnements envoyés aux prussiens; tantôt ce sont des trans-

ports de blessés. Ces actes inquiètent notre pays en faisant craindre que le gouvernement belge ne se trouve compromis dans une situation contraire à sa neutralité.

Personne n'a jamais pu douter de la compassion de la France pour les blessés. On sait avec quel dévouement la nation vient au secours des blessés des deux nations. Mais cette humanité a des limites, et nous ne pouvons, sous le prétexte de transports de blessés, donner des armes à l'ennemi, en le laissant traverser la Belgique ou le Luxembourg, et avoir uniquement à sa disposition, pour se ravitailler en hommes, en vivres et en munitions, la ligne de Cologne, Trèves et Sarrebrück qui est libre en ce moment, et qu'ils vont être obligés d'affecter au transport des blessés.

Nous avons donc dû refuser. On a parlé de violation de neutralité de la part de la Belgique.

Nous pouvons affirmer aujourd'hui le contraire : la Belgique, respectant les lois de la neutralité, s'oppose à ce transport et a pris toutes les précautions pour s'y opposer au besoin par la force.

Nous recevons de Bâle, en date du 24 août, soir, la dépêche suivante :

On reçoit ici des nouvelles des provinces françaises occupées par les Prussiens. Le chemin de fer de Strasbourg fonctionnait de nouveau des environs de cette ville à Lunéville, et les Prussiens évacueraient des quantités considérables de blessés sur le duché de Bade par cette voie.

Des troupes prussiennes composées d'hom-

LE COLONEL RAMON,

Extrait des Mémoires du docteur Bernagins.

Par LUCIEN BIART.

(Suite et fin.)

Vers six heures, un bruit de clairon me réveille; je visite les dernières plantes fraîches placées dans mon herbier, ce sont des épiphyllums, et je crains qu'ils ne tournent au noir. J'apprends, sans attacher la moindre importance à ces nouvelles, que le général conservateur Etchegaray a fait une marche de vingt-cinq lieues, qu'il est entré dans la ville sans coup férir, que nous sommes gardés par six mille hommes de troupe de ligne. J'achève de m'habiller, tout en riant de la crédulité de mon Indien qui me donne ces belles histoires pour des vérités. Aussitôt dehors, je deviens sérieux, la rue est remplie d'uniformes nouveaux. Sur la grande place de l'église paroissiale, des troupes, rangées comme pour une revue. Etchegaray, je le connais personnellement, — il m'a emprunté cinq cents piastres, il y a trois ans, sur la garantie du gouvernement suprême, — harangue son état-major. Près de lui, caracolant sur un bidet maigre qu'il s'est procuré je ne sais où, j'aperçois le colonel Ramon, vêtu de sa petite veste bleue, un sabre à la

ceinture. Mon Indien avait raison, la ville est prise.

O continues métamorphoses des choses, et que demain ressemble peu à aujourd'hui. Etchegaray va marcher sur Vera-Cruz dont il compte s'emparer par surprise; le colonel Ramon est nommé gouverneur du district d'Orizaba. Dans l'après-midi, les troupes défilent; que de vivats, bon Dieu, que de feuilles de lauriers distribuées aux soldats pour leur pacifique victoire, et qui pouvait se douter que la religion comptait tant de partisans dans une ville où l'on criait si fort hier: Vive la liberté! Llavé est en fuite, abandonné par sa troupe; ses gardes nationaux lui sont restés fidèles; il ne fera pas bon de se promener sur les grands chemins où vont s'établir les déserteurs.

Vers sept heures du soir, le soleil déjà caché derrière les Cumbrés dorait de teintes roses le sommet des montagnes, et je cherchais à me rendre compte de ces jeux de la lumière, en attendant qu'on m'appelât pour dîner.

Tout-à-coup, une vieille Indienne franchit la porte cochère, m'aperçut et vint se jeter à mes pieds.

— Maître! maître! répétait-elle en sanglotant. Je me levai surpris, essayant de calmer la pauvre femme, l'engageant à s'expliquer. Elle s'exprimait en langue astèque, et je ne saisisais, dans ses phrases entrecoupées, que les mots: « Mon fils, le colonel Ramon, il va mourir. » Tout en parlant, elle cherchait à m'entraîner.

— Bon, pensai-je, mon ami le colonel organise déjà son régiment, et, sans nul doute, il a pris le fils de cette malheureuse.

On ne doit pas mettre le doigt entre l'arbre et l'écorce, ni, aux heures de recrutement, intercéder pour personne auprès des chefs mexicains, qu'ils soient libéraux ou conservateurs. Dans un pays où tous les soldats sont pris de force, obtenir la liberté d'un seul, c'est faire commettre une injustice; le général Négrété me l'a souvent démontré. Néanmoins, ému par la douleur de la pauvre mère, je me laissai entraîner par elle au moment où l'on m'annonçait que le dîner m'attendait.

Il faisait nuit, l'Indienne me guidait, et je crus mes suppositions fondées en la voyant se diriger vers la caserne. J'essayai de l'interroger et d'en tirer un renseignement qui me permit de plaider sa cause.

— Marchons, répétait-elle en se hâtant davantage, il va mourir.

Au moment où je m'engageais sous la porte du quartier principal des soldats, la sentinelle refusa le passage à ma compagne. J'insistai, invoquant le nom du colonel.

— Il y aurait de la cruauté à vous obéir docteur, me dit un sergent qui me connaissait.

Je vis passer au loin don Ramon.

— Attendez-moi, dis-je à la pauvre femme.

— Ne le laisse pas mourir, s'écria-t-elle en me balaçant la main.

Je pénétrai dans la première cour de l'ancien couvent des carmélites, transformé depuis longtemps en caserne. Un grand feu de branches de pin flamboyait, éclairait les colonnades et les corridors de leurs rouges. Je m'arrêtai. Au lieu du spectacle animé que je m'attendais à voir, les soldats, immobiles et silencieux, regardaient vers une encoignure abritée par une sorte d'avent. On me fit place, et j'aperçus deux moines franciscains, la cagoule rejetée en arrière, inclinés sur deux hommes agenouillés qu'ils semblaient confesser. En ce moment un peloton d'une vingtaine de soldats défila pour aller se poster près d'un mur blanc devant lequel quatre plantons posaient un banc de bois. Le bourdon de la cathédrale se mit soudain en branle, ses sons lugubres réclamaient les prières des agonisants.

Je m'approchai et mon cœur se serra, je venais de reconnaître les misérables vachers qui avaient livré le proscrit.

— Que faites-vous ici, docteur? me dit au même instant une voix rude.

Je me retournai, le colonel était devant moi.

— Mort aux traîtres! dit-il en m'entraînant.

— Allez-vous donc ordonner qu'on fusille ces hommes, m'écriai-je.

— Sans rémission, docteur.

— Non, repris-je avec force, vous n'irez pas jusqu'au bout. Leur action, infâme j'en conviens, vous a valu

mes de 50 à 55 ans, n'ayant pas d'uniformes, étaient arrivées à Lunéville. Cette ville regorgeait de blessés prussiens. Plus de 3,000 que l'on ne savait où loger restaient dans les rues; d'autres arrivaient d'heure en heure.

LE PLAN PRUSSIEN.

La lettre suivante, dit le Rédacteur de l'Univers, à nous adressée par un homme fort sérieux, est digne de l'attention du lecteur. Ceux qui ont étudié avec attention la Prusse intellectuelle y reconnaîtront ses pensées ainsi que le but prussien ou plutôt philosophique et social de la guerre. La Prusse n'est pas l'Allemagne, comme l'Allemagne le croit; elle n'est pas même la Prusse, comme le croient peut-être son roi et la plupart de ses généraux: elle est le socialisme armé, elle est la destruction, elle est l'islamisme, elle est le péché de l'Europe. Et cette guerre ne finira pas demain, ni en France, ni en Prusse, ni dans le monde. Elle ne finira pas avant que l'Europe ait expié son péché, en ait demandé pardon, et l'ait détruit.

LOUIS VEUILLLOT.

Dijon, le 21 août 1870.

Au rédacteur en chef de l'Univers.

Cher monsieur et ami,

Je vous transmets le fidèle résumé d'un entretien qui avait lieu en Suisse, le premier juin de cette année (remarquez cette date), entre un de nos plus honorables concitoyens et un Allemand de distinction.

— Dans quinze jours, disait l'Allemand, vous aurez une révolution sociale à Paris. La république rouge y sera installée et établie par notre concours. Nous avons besoin de nouveaux massacres de septembre. Il faut que les propriétaires, les capitalistes, les prêtres, la partie solide et riche de la population soit anéantie; elle entrave nos projets.

La république rouge opérera la division et la dissolution de vos forces et nous ouvrira le cœur de la France.

Pour en forcer les portes, 800,000 Allemands, aux ordres de la Prusse, sont prêts; ils foudront sans obstacle sur Paris.

Vous n'avez qu'un semblant d'armée; elle sera détruite.

Il est temps de châtier la France, de réduire cette vanité et cette prétention orgueilleuse de gouverner l'Europe.

Les Français sont des sots, des ignorants, un peuple abruti par le bien-être. Ils doivent céder le pas à qui de droit.

Il est juste que la seule nation intelligente et forte, qui porte en elle le flambeau de la raison par sa science et son instruction, et l'épée de la force par sa vigueur corporelle; il est juste que la nation allemande gouverne le monde!

C'est l'esprit de Dieu qui l'anime.

Il est temps que cette race latine et cette

religion catholique, dont les bases et les principes, usés et tombés en décomposition liquide, infectent et gangrènent le monde (textuel), soient anéantis pour faire place à la raison.

Dieu a choisi la nation allemande et le roi Guillaume pour effectuer ce grand triomphe. Il veut lui donner en Europe la plus grande puissance pour accomplir ses desseins.

Il faut reconstituer l'empire d'Allemagne.

Mais, pour arriver à ce but, il faut de l'argent.

La France seule en possède assez: c'est la caisse de l'Europe.

Vous avez à la Banque un milliard et demi qui nous attend.

On vous en imposera sept autres, payables à de courtes échéances. Et, en nous en allant, nous retiendrons la Lorraine et l'Alsace.

Un vaste empire ne peut être vraiment grand, sans une grande marine, pour dominer sur toutes les mers.

Nous prendrons le Danemark et la Hollande. Nous serons maîtres de la Baltique.

Puis, l'Autriche absorbée, nous prendrons l'Adriatique.

Pour prendre la Méditerranée, nous soumettrons l'Italie, qui n'est qu'une esclave. C'est là où règne le Pape, cette vieille idole qui abrutit et fanatise les populations, et empêche le règne de la raison.

Alors seulement la nation allemande tiendra le rang où elle aspire, et dont elle est digne.

— Si l'en est ainsi, répondit mon compatriote, il ne me reste qu'à me mettre à genoux devant le génie allemand et à l'adorer. — Il ajouta: Vous avez oublié de me dire ce que vous ferez de la France après l'avoir réduite?

— Si elle est rebelle, reprit l'Allemand, nous l'annexerons à la Belgique. — Mais, repartit le Français, cette nation allemande, d'une intelligence si élevée, qui met la raison au-dessus de tout, qui l'empêche sur l'univers entier par sa philosophie, sa sagesse, en vient cependant à l'employer que la force brutale!

— C'est, dit l'Allemand, un moyen, pour arriver au but.

Je livre aux méditations de tous les hommes d'honneur de notre chère patrie cette conversation tenue le 1^{er} juin 1870 bien avant la guerre, fidèlement recueillie sur les notes mêmes d'un homme digne de toute confiance et dont il trouva les idées principales partagées par un grand nombre d'Allemands.

Recevez, etc. PH. GUIGNARD.

RENSEIGNEMENTS DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Le bombardement de Strasbourg continue.

De forts détachements de cavalerie prussienne ont occupé Doulevant (Aube) et les communes voisines; ils paraissent se diriger sur Brienne.

Environ 140 cavaliers ennemis se sont montrés le 24 à Châlons; ils sont partis précipitamment vers six heures, rebroussant chemin.

Des cuirassiers prussiens ont campé à Saint-Remy (Aube) et dans les environs.

Contrairement aux assertions des dépêches prussiennes, Phalsbourg n'a pas capitulé.

Le gouvernement donne ce dernier avertissement à la presse:

« Malgré de nombreux avis donnés à la presse, certains journaux continuent à publier les mouvements de troupes, l'état des garnisons, la composition des corps d'armée, etc... »

Le ministre de la guerre se verra désormais forcé d'appliquer la loi dans toute sa rigueur.

Le vote de la Chambre sur l'adjonction de députés au comité de défense a été ce qu'il devait être, il a été tel que le demandait l'intérêt général. Le ministère n'acceptait pas dans le comité des membres nommés par la Chambre, bien qu'il fût prêt à y admettre des députés choisis par lui; la Chambre n'a point pensé que cette différence d'opinions pût motiver en rien un changement de ministère dans un moment où les heures comptent pour des années, et où pas une minute n'est à perdre. Les hommes les plus libéraux, les plus parlementaires de l'Assemblée, ont donné leur voix au comité de Palikao et à ses collègues. La majorité en faveur du ministère a été de 204 contre 41.

Dans la séance du 24, au Corps Législatif, M. le ministre président le conseil d'Etat, au nom du gouvernement, propose le projet de loi suivant, avec urgence:

« 1^o Tous les hommes, mariés ou non, sont appelés sous les drapeaux, de vingt-cinq à trente-cinq ans ayant servi ou dans la réserve; »

« 2^o Tous les officiers valides jusqu'à l'âge de 60 ans. »

L'urgence est votée.

La guerre avec la Prusse nous aura fait faire de singulières découvertes; et, ce qui est bien plus triste encore, elle aura produit cet enseignement, c'est que les traîtres et les parjures n'ont reculé devant aucune honte pour aider nos ennemis à nous accabler.

Les espions, aujourd'hui dénoncés et traqués, s'étaient glissés partout. Il y en avait dans les villes, dans les campagnes, dans les chaumières et dans les palais.

Où, dans les palais, car il est bien inutile de dissimuler aujourd'hui, sous les subtilités de la phraséologie, la nouvelle qui circule, que tout le monde connaît, dont on a les preuves, et dont la population indignée réclame justice.

Une femme, une femme qui, par le rang, la naissance, et aussi par le sang auquel elle est alliée, ne pouvait soulever nul soupçon, est aujourd'hui assez compromise pour que la loi lui demande des comptes sévères de sa conduite et de ses rapports avec la Prusse.

Familière du palais des Tuileries, cette femme a profité de ses intelligences avec ceux qui se confiaient à elle pour entretenir, avec les ministres du roi Guillaume, des correspondances que l'on dit être d'un résultat fatal pour notre nation.

Voilà ce qui se dit, ce que tout le monde répète, en mettant des noms où nous n'oserons pas mettre des initiales, par respect pour le sexe de la coupable. (Figaro).

Nous lisons dans le Figaro de jeudi:

« Une personne arrivée à Paris à huit heures du soir, venant d'Epernay, nous rapporte qu'on a appris dans cette dernière ville que les Prussiens ont été battus entre Verdun et Châlons. Des groupes de Prussiens en débandade, cavaliers et fantassins, n'ont pas cessé d'arriver à Châlons. »

Le combat aurait commencé ce matin à huit heures, et la nouvelle en est parvenue à Châlons et Epernay à trois heures de l'après-midi.

On n'est pas fixé sur le nombre d'hommes engagés. D'après la rumeur du pays, l'armée tout entière du prince Charles aurait donné.

Ordre est donné d'évacuer Epernay.

Demain, les trains de l'Est s'arrêteront Château-Thierry comme tête de ligne.

L'Impartial de l'Est nous donne quelques détails sur le bombardement de Toul. Le feu a commencé le 16 août, après diverses sommations restées infructueuses.

Les premières bombes ont été tirées à moins un quart, et l'on s'est battu jusqu'à heures.

Nous n'avons eu que quatre morts et neuf blessés; les assiégeants n'avaient pas eu moins de 8 à 900 hommes hors de combat. Pour cacher leurs morts, ils les jetaient dans le canal. On dit que la mitraille prussienne a fort endommagé les tours de la cathédrale et les salons de l'Hôtel-de-Ville.

La garde mobile enfermée à Toul a vaillamment rempli son devoir.

On parle d'un beau fait d'armes qui aurait eu lieu près de Toul. Nos mobiles auraient attaqué deux régiments prussiens et leur auraient fait éprouver des pertes énormes.

Les Prussiens ont paru aussi à Sainte-Menehould. Le chef de gare de cette ville s'est replié sur Reims avec son personnel et ses bagages particuliers.

On nous dit que le prince royal aurait arrêté son mouvement vers Paris; ce mouvement n'a peut-être eu pour but que d'en cacher un autre; on signale un mouvement de recul au moins d'arrêt de la part des troupes qui avaient commencé à s'engager dans la vallée de l'Aube. Rien de nouveau des Vosges.

On mande de Mézières, le 24 août:

La dépêche prussienne datée de Berlin, 22, publiée dans les journaux étrangers, arrivée hier soir dans notre ville, y a causé une véritable indignation.

Nos officiers protestent énergiquement contre l'accusation des Prussiens, que les troupes françaises auraient tiré sur un parlementaire.

Tous les faits de notre histoire militaire protestent contre une semblable accusation; car jamais l'armée française n'a commis une semblable violation du droit des gens.

On mande d'Epinal, à la date du 22 août:

D'Epinal à Charmes. La voie ferrée est silencieuse, mais la plaine est paisible et l'on travaille aux champs. Pourtant le village d'Igney est encore ému d'un passage d'éclaireurs ennemis qui se dirigeaient sur Frison.

A Vincey, la fureur est complète; l'invasion s'y est brutalement comportée; mais la vie et la fortune des habitants n'ont pas été inquiétées. L'invasion se composait d'une simple colonne qui n'a fait que passer.

A Charmes, il n'y a plus un cigare, plus une prise de tabac dans les bureaux.

Le maire s'est conduit avec une admirable fermeté et l'ennemi avec une outrecuidance malheureuse. Le seul bénéfice qu'il ait obtenu est la malédiction générale; il est reparti les mains vides.

De Charmes à Flavigny. — Pas une voiture; quelques rares piétons qui ont l'air triste. Le long de la route, dans les prés et les avoines, des souillures indiquant que l'étranger a couché là; un grand chariot abandonné dans la plaine avec cette affiche française: Cette voiture appartient au troisième corps d'armée.

À la croisée des routes d'Epinal et de Bayou, près la Berge, un petit feu près duquel dort, sur de la paille, insensible au brouillard qui traîne dans la vallée, un homme vêtu d'une longue tunique noire, son fusil dressé contre un arbre: c'est un Prussien, sentinelle avancée du petit poste qui garde le pont de bois bâti par l'ennemi à trente mètres du monceau de tisons éteints qui étaient naguère le pont de Bayou.

après tout votre liberté.

— Vous oubliez qu'ils sont innocents de ce résultat?

— L'un d'eux a sa mère, dis-je, une infortunée qui ne sait pas pourquoi vous lui prenez son fils.

— Tenez, docteur, vous savez combien je vous suis dévoué, n'est-ce pas? Eh bien, demandez-moi tout ce qu'il vous plaira, la vie de ces deux misérables exceptée.

— Je vous demande un sursis d'une heure! m'écriai-je.

— Quelle est votre intention?

— D'aller chercher votre femme, vos enfants, de les amener ici et de voir si vous osez vous déshonorer devant eux.

— L'empereur Théodose, vous me l'avez dit vous-même, docteur, condamnait les délateurs à mort, et vous l'admirez!

— Ne plaisantons pas, je vous en prie, dis-je en joignant les mains.

— Vous me connaissez peu, me répondit-il, si vous ignorez que je suis inflexible.

— Vous êtes brave, et le courage s'allie mal à la cruauté.

— On voit bien, docteur, que votre tête n'a jamais été mise à prix.

Je m'élançai hors de la pièce où il m'avait conduit, décidé à me précipiter vers les malheureux qui allaient mourir, à me placer devant les soldats, à retarder l'exé-

cutio; j'espérais sauver les coupables en gagnant du temps.

Au moment où je parus dans la cour, criant grâce à tout hasard, une formidable détonation retentit; les balles sifflèrent, et les deux vachers, fusillés par derrière en qualité de traîtres, glissèrent le long de la muraille, éclaboussés de leur sang.

— Meurent ainsi tous les traîtres, dit la voix impassible du colonel, et vive la religion!

Je reculai devant cet homme, il me parla, l'indignation me suffoquait, — je ne pus lui répondre. Il me tendit la main et je m'enfuis. À la porte de la caserne, je retrouvai la vieille Indienne à demi-folle et je l'emmenai chez moi. Je viens d'écrire pour réclamer le corps de son fils, c'est le seul service, que je veuille demander au colonel Ramon.

O mystères insondables du cœur humain! aujourd'hui, 20 juin 1867, j'apprends que l'on a fusillé hier l'empereur Maximilien, livré traîtreusement à ses ennemis par le colonel Ramon-Miguel Lopez, qui aura de sinistres comptes à régler avec Dieu.

Veuille bien considérer, ami lecteur, que cet extrait des mémoires du docteur Bernagius n'est pas un conte.

LUCIEN BIART.

Plus loin, dans les grèves, d'autres feux et de disgracieuses silhouettes révèlent le poste de pontonniers prussiens, seule troupe qui reste encore en cet endroit. La sentinelle réveillée à demi se soulève, regarde passer la voiture et retombe sur son triste lit.

A Flavigny. — Le boulanger n'a plus de pain, l'aubergiste plus de vin; une vague idée de prudence m'indique la nécessité de laisser là mon cheval; l'aubergiste s'en charge sans garantie, à condition que la bête mangera les restes de la cavalerie bavaroise.

Une voiture passe, c'est le courrier de Vézelize à Nancy. Le propriétaire de cette machine consent à nous conduire à Nancy.

A Richard Mesnil. — Pâs de maire, pas d'adjoint.

L'excellent père Richard, premier conseiller municipal, nous montre le beau château du comte de Ludre, au donjon duquel flotte le pavillon de la société internationale de secours aux blessés.

Correspondance particulière de l'Echo saumurois.

Paris, ce 25 août 1870.

L'OUTRECUIDANCE.

Monsieur le Directeur,

L'outrecuidance est un vilain mot; mais parfois c'est bien plus encore, c'est un défaut, un vice. Nos bons amis les Prussiens nous en fournissent d'éclatants exemples.

A tout seigneur tout honneur. C'est d'abord M. de Bismark, colonel du fameux régiment blanc, dont il a été tant parlé par le comte de Palikao, qui avait promis de célébrer notre fête du 15 août dans notre belle cathédrale de Strasbourg: — outrecuidance. — mot.

Vient ensuite le prince Frédérick-Charles qui, trouvant de son goût nos plaines de Champagne, se promet d'en faire, après la victoire, un champ-de-mars prussien, pour l'exercice de sa cavalerie: — outrecuidance — défaut.

Le roi Guillaume, lui-même, renchérissant sur ses subalternes, d'un seul décret annexe à ses trop petits Etats, l'Alsace et la Lorraine, et y établit des postes et des gouverneurs qui jusqu'ici administrent dans le vide: — outrecuidance — vice.

Puis, ce gros monsieur, digne frère du Roi-Tonneau Guillaume I^{er}, se permet de dire à Lord Granville, qui l'autre jour l'entretenait de la paix, qu'il voulait bien entendre parler, mais sous les murs de Paris, et à la condition sine qua non de garder l'Alsace; sa bonté voulant bien ne point insister pour la Lorraine. Merci, ô mon Roi! Ah, ce n'est plus de l'outrecuidance cela, n'est-ce pas? mais une véritable folie.

Enfin on nous épargnera la dernière humiliation, ajoute notre grand vainqueur: l'armée prussienne, même après la conclusion de la paix, n'entrera point dans Paris et restera dehors.

Que la France, Paris et Saumur même se rassurent! et que les Prussiens tremblent, ceux-là surtout qui, signalés aujourd'hui à Epernay, dit-on, marchent vers Paris! Les plaines de la capitale seront leur tombeau, comme eussent pu l'être les plaines de Châlons si Mac-Mahon n'eût point été appelé ailleurs. Mais il est bien là où il campe, et bientôt, peut-être même avant que cette lettre ait vu le jour, Bazaine et lui auront-ils frappé le grand coup...

Que, dans son impatience, le peuple crie ou même se lamente, peu importe! il applaudira de toutes mains et de toute voix aux premières nouvelles; Palikao l'affirme, et Trochu y croit.

Permettez à un simple pékin d'y croire après tous ces illustres généraux, acteurs ou spectateurs de la lutte; et j'ai pour garant d'un avenir victorieux, le peu que je sais du plan de la guerre; que serait-ce si j'étais dans le secret des Dieux!

L'attente de la France ne sera ni longue, ni trompée, si le Ciel toutefois ne veut point trahir nos plus chères espérances.

Paul PROUTEAU.

Le Soir publie la lettre suivante:

« Monsieur le rédacteur,

» Les Prussiens se conduisent fort mal dans les Vosges.

» Ils volent et pillent, surtout dans les campagnes; ils saccagent les fermes, font des réquisitions arrogantes et s'emparent violemment des chevaux qui deviennent leur propriété.

» Toutefois, ils paraissent inquiets par suite des nouvelles des dernières batailles, et ils ont l'air gêné dans leurs mouvements.

» Ils ont fait passer par les Vosges le corps d'un prince prussien embaumé; on suppose que c'est celui d'Albert.

» Le bruit courait que Guillaume et Bismark étaient entrés le 20 à Nancy, dont les soldats prussiens occupent toutes les maisons, places, cours et jardins.

» On dit qu'ils reçoivent des renforts.

» Agrérez, je vous prie, etc.

» LOUIS LEPERCHE. »

Nous complétons ces renseignements par une lettre adressée au Journal de Bruxelles, et datée de Sarreguemines, 18 août:

« Je ne puis être accusé d'injustice envers l'armée prussienne; j'ai dit avec quel empressement patriotique chacun s'était rangé sous les drapeaux, non à la réception des billets de rappel, mais sur l'unique avis du crieur du village; j'ai dit que des hommes libérés, que des jeunes gens exemptés par l'âge, s'étaient hâtés d'accourir sous les drapeaux à la proclamation de la guerre sainte; j'ai dit que l'armée, et quelle formidable armée! avait été réunie avant l'expiration des vingt-et-un jours exigés par les soins de sa mobilisation; j'ai rendu hommage à la science et à l'habileté des chefs, à la valeur et à l'instruction de tous; j'ai décrit le patriotisme des habitants, leur résignation au sacrifice; mais j'ai promis aussi de tout dire, et en acquit de cette promesse je vais faire voir quelle différence existe entre l'armée prussienne en Lorraine et cette même armée en Prusse, comme il est de mon devoir de comparer les sentiments et la situation des habitants de l'Allemagne avec celle des populations du territoire occupé.

» En entrant à Sarreguemines le jour même du départ des Français, les Prussiens envoyèrent un détachement de hussards à la gare, où ils saisirent des convois de souliers, de linges, de vivres, auxquels on attribue une valeur considérable. Le général de Voigt fit appeler le maire et le sous-préfet, leur annonça qu'ils auraient à payer une contribution de 50,000 fr. dans une heure. On ne discute pas avec une armée d'occupation en pays ennemi; mais Sarreguemines est pauvre, la caisse municipale a des dettes, les membres du conseil se cotisèrent et fournirent les 50,000 fr.

» Les demeures sont écrasées de logements, des gens du pays m'ont dit avoir eu jusqu'à cent cinquante hommes à loger avec nourriture. Et dans cette ville dépourvue, misérable, sans ressources et sans pain, les exigences sont en proportion du rang; mais il n'est pas vrai que les Prussiens enrôlent de force les jeunes gens en état de porter les armes. Le tableau est assez lugubre sans le charger. A cette mesure absurde ils ne songent pas.

» Ils songent à bien d'autres choses, hélas! Leurs reconnaissances des ressources de chacun est complète. En entrant à Sarreguemines, un officier s'est présenté à l'Hôtel du Lion-d'Or et s'est fait délivrer des objets de harnachement qu'il savait être arrivés depuis une heure. C'était vrai. Leurs uhlans, sans cesse en mouvement, sont comme des mouches qui bourdonnent dans la plaine.

» Le sous-préfet, auquel les habitants rendent hommage, reste à son poste dans ces circonstances douloureuses.

» Ainsi l'autorité supérieure promet sécurité aux personnes et aux biens, mais elle prend tout ce qui est à sa convenance, même ce qui n'existe pas, car la caisse municipale ne contenait pas les 50,000 francs qu'il fallait livrer sur l'heure; et ces exigences impérieuses, absolues, qu'expliquent les lois de guerre, la

règle de faire subsister une armée par des réquisitions frappées sur le sol ennemi qu'elle occupe ne sont pas le seul dommage matériel dont la Lorraine doit souffrir.

» Les contributions régulières ne sont pas le tout, car les malheureux habitants sont encore écrasés des charges que leur impose la volonté arbitraire et sans contrôle des soldats. On ne sait pas ce que c'est qu'un soldat en campagne sur le territoire ennemi. C'est un fléau terrible; nul ne songe à lui opposer une résistance inutile; on courbe la tête, on se soumet et on pleure.

» Les patrouilles circulent constamment, et il n'est pas un point qu'elles n'explorent. Un poste sort d'un corps-de-garde et marche par groupes de deux hommes des deux côtés de la rue. A chaque coin, le groupe le plus rapproché tourne et marche seul, arrêtant tout ce qui lui paraît suspect, et que faut-il pour être suspect? Un rien, et le plus souvent une délation. A la gare, chaque personne qui veut partir est interrogée par le chef de poste; et si les réponses lui paraissent satisfaisantes, il vous fait conduire dans l'intérieur de la station par un cavalier de garde, sabre au poing. Muni de son coupon, on ne peut plus sortir, et l'on s'estime heureux quand un homme désœuvré ne vous adresse pas des questions dont les réponses seraient des actes d'accusation contre vous. Je parle des contrées envahies. Il n'en est pas de même du territoire prussien. Dans l'intérieur et à proximité de la frontière, l'étranger jouit d'un calme relatif. Le succès éloigne la peur et ses cruelles lâchetés. Plus loin, on peut parler le français, qui domine dans toute la Lorraine, sans attirer l'attention.

» J'ai fait un long trajet en chemin de fer dans un wagon-écurie rempli de soldats buvant, mangeant, dormant, faisant mille projets sur leur séjour à Paris, sans être molesté.

» L'un d'eux me fit même un siège de son sac et de sa capote. Un hussard noir me passa sa tabatière.

» Je répondis à sa politesse en vidant dans sa sabretache toute ma provision de tabac. Et nous fûmes bons amis. Qu'eût-il fallu pour être arrêté, momentanément sans doute, mais arrêté dans mon voyage, incarcéré, fouillé, molesté? Un rien.

» Les soldats me quittèrent et, à la même station, ils furent remplacés par une volée de goujats.

» Ah! quelle horrible race!

» Les habitants de Sarreguemines racontent de terribles histoires. Ce que je n'ai pas vu, je ne le dis pas, mais on m'a répété de tant de côtés des détails sur des exactions indignes commises aux usines de Stiring, que je ne puis les passer sous silence. Ces usines, dont j'ai parlé dans ma relation d'un voyage à Forbach, sont situées à un kilomètre à droite de la route. Je ne les ai pas visitées. Un grand nombre de Belges y sont employés, M. Tesch est un des administrateurs. Une ambulance française, soignée par des chirurgiens français, y est établie. Le premier soir de l'occupation on y a brisé à plaisir des objets précieux, des jeunes filles y ont été dépouillées, mais, je me hâte de le dire, elles n'ont pas été l'objet d'autres attentats.

» Dans les bivouacs, il est défendu de toucher aux récoltes, mais la vigne est perdue, parce que l'on arrache les échelas pour les feux. Le sol cultivé est battu, sec et dur, comme le sol des chaussées. Chacun fuit, quand il peut fuir.

» Cependant on parle, on discute, on argue en petit comité. J'ai eu le cœur navré en entendant des jeunes gens, des hommes faits, compter sur le succès de leurs armes, tandis qu'eux-mêmes n'y contribuent qu'en faisant du patriotisme dans les cafés. La Prusse a mis tout le monde sous les armes; en Lorraine que de bras valides inutiles, que de jeunes gens, robustes, forts, qui viennent chercher un refuge dans le Luxembourg et en Belgique, sous le futile prétexte qu'ils seraient incorporés par les Prussiens!

» En présence des maux de la malheureuse Lorraine, quand je vois dans ses casernes des soldats aux fenêtres n'ayant à la bouche que la provocation et l'injure; quand je vois le pillage organisé, la cocarde ennemie au front d'opresseurs et de tyrans, je détourne ma vue des champs de bataille et je n'ai plus de regards, de pensées que pour cette chose épouvantable, hideuse, cette cent fois lamentable infortune de l'invasion. Ceux qui se battent accomplissent un devoir, parfois volontaire, ils en subissent les conséquences; mais les malheureuses populations!

» Depuis plusieurs jours on se bat avec acharnement dans les environs de Metz. Les Français ont obtenu des succès partiels, ils ont mis des milliers d'ennemis hors de combat, ils ont fait des prisonniers, ils ont pris 27 canons, un drapeau; mais ils n'ont pu recouvrer leurs positions perdues.

» Déféz-vous des histoires plus dramatiques que les miennes. Ne croyez pas à cette fable d'un officier de cavalerie qui est entré dans le camp français et en est sorti sans accident, après avoir examiné tout ce qu'il voulait savoir.

» Les Français se gardent mal; ce défaut qui leur coûte si cher n'est toutefois pas si grand qu'on puisse entrer dans leurs lignes et en sortir sans attirer l'attention. Une pareille fable est tout simplement ridicule.

» J'ai visité ce matin les 400 blessés qui se trouvent encore en traitement à Sarrebrück. La plupart sont convalescents, très-peu d'amputations restent à faire, tous sont confondus dans les mêmes attentions, les mêmes secours, mais on construit des baraques, on prépare des lits, on attend de nombreux blessés, à ne savoir où les mettre.

» La plupart des Prussiens sont frappés dans les membres inférieurs. Cela s'explique par cette circonstance que les Français tiraient de haut en bas. Les médecins ne peuvent faire de distinction absolue entre la gravité de plaies produites par des balles coniques et celles occasionnées par les anciennes balles sphériques. D'autres causes amènent les mêmes effets.»

BOMBARDEMENT DE DANTZIG.

La flotte française vient de commencer le bombardement de Dantzig.

C'est une des grandes villes commerciales non pas de l'Allemagne, mais bien de la Prusse, de la plus pure Prusse, au beau milieu de la Baltique, à cent lieues plus loin que Berlin, dit l'Opinion nationale.

C'est une ville d'environ 90,000 âmes avec des banquiers juifs. Elle a des remparts, des fossés, des forts. Cela nous est égal. Elle renferme des masses de blé, de bois, de cuirs, de laines, de bière, de viandes salées. C'est un des grands entrepôts du commerce avec la Russie, ainsi que Königsberg sa voisine en face, au fond du même golfe, le golfe de Dantzig.

Après Dantzig, le tour de Königsberg viendra, espérons-le.

Cette ville de Dantzig a été prise par nous, en 1807. C'est là que le maréchal Lefebvre gagna son titre de duc.

En 1815, Rappuy fut assiégé par les alliés, sortant tout frais émoulus de la victoire de Leipzig. Il se maintint dans la ville pendant un an.

On nous bombarde Strasbourg, nous bombardons Dantzig. Que la Prusse sente donc chez elle ce que c'est que la guerre. Il est temps.

Pour les articles non signés: P. GODET.

Nouvelles Diverses.

La police de Paris a opéré, dans la nuit de mercredi à jeudi, des arrestations qu'on dit être assez importantes. C'est principalement sur le boulevard Montmartre et dans les rues avoisinantes qu'elles ont eu lieu. On s'est emparé de plusieurs centaines d'hommes et de femmes qui ont sur eux, paraît-il, des sommes d'argent dont ils ne peuvent expliquer la provenance.

Tout le faubourg, jusqu'au haut de la rue

des Martyrs, dit le *Figaro*, est fouillé avec le plus grand soin; les hôtels garnis, notamment, sont soumis à des perquisitions d'une nature toute particulière.

C'est la chasse aux Prussiens de Paris qui commence; espérons qu'elle se poursuivra avec autant d'énergie qu'elle a été entamée.

On évalue à environ 1,500 les bouches inutiles qui ont déjà quitté Paris, par ordre ou enlèvement de la Préfecture de police, parmi lesquelles une grande partie de filles soumises.

Les Allemands non Prussiens seront internés en province, et les Prussiens, quels qu'ils soient, reconduits aux frontières.

On va continuer également l'épuration des habitants de Paris, commencée déjà pour les gens mal famés.

Mercredi dans l'après-midi, le général Trochu a passé en revue les 18 bataillons de la mobile parisienne réunis au camp de Saint-Maur, et dont l'effectif total est de 22,000 hommes. La tenue des mobiles parisiens s'est considérablement améliorée.

Le général Trochu a été très-acclamé.

On annonce que le général Wimpffen remplace le général de Failly dans le commandement du 5^e corps. Cette mesure aurait été prise en conseil des ministres à l'unanimité.

On sait que la Prusse a émis depuis trois semaines un emprunt de 375 millions de francs, et que, malgré la série de grandes victoires télégraphiées par le roi de Prusse à la reine, cet emprunt n'est pas encore couvert.

A cause de la saison avancée, le gouvernement a abandonné l'idée de donner des blouses à la garde mobile. Les blouses seront remplacées par des vareuses en laine que les préfets ont ordre de faire confectionner sur place. Cette mesure est excellente au point de vue de la santé de la troupe, et de plus elle aura l'avantage de donner du travail à beaucoup d'ouvriers que la guerre a réduits au chômage.

Les cadres de la garde mobile sont formés partout, et les fusils ont été distribués dans les territoires correspondants aux trois corps d'armée. Dans le reste de la France, la distribution touche à sa fin.

Chronique Locale et de l'Ouest.

La Recette particulière de Saumur a reçu, pour l'emprunt de 750 millions, une demande de 35,153 fr. de rentes, qui représentent un capital de 710,000 fr.

Les gardes mobiles du canton sud de Saumur se sont réunis hier à Saumur. Dès le soir ils sont montés au château pour recevoir des armes et ont logé la nuit dernière chez les habitants.

Ces jeunes gens sont pleins d'entrain et se montrent très-bien disposés pour faire l'exercice.

Aujourd'hui nous recevons ceux des cantons nord-est et nord-ouest, et demain les mobiles des cantons de Longué et Beaufort, arrondissement de Baugé.

Nous avons fait hier, entre les mains de M. le Receveur des finances à Saumur, un nouveau versement de 2,603 fr. 85 c., produit des souscriptions recueillies au bureau de l'*Echo-Saumurois* en faveur des blessés et applicables au Comité central de Maine-et-Loire.

Les souscriptions patriotiques en faveur de l'armée se généralisent et augmentent de jour en jour.

Le maire de Dampierre vient de faire parmi les habitants de sa commune une quête qui a produit 1,042 fr. en argent et une assez grande quantité de linge.

L'argent a été immédiatement versé à Angers à M. le Receveur général, trésorier du Comité départemental.

M. de Lafrégeolère a prévenu, il y a quinze jours, M. le Sous-Préfet, qu'il mettait quatre lits à sa disposition pour recevoir des blessés, se chargeant de l'entretien et de la nourriture.

A la même époque, il a donné à M. l'adjoint de St-Florent, 100 fr. pour les blessés.

Les gardes nationaux de Saumur sont convoqués pour dimanche à la Mairie, afin d'élire par compagnie les officiers, sous-officiers et caporaux, et pour désigner quatre délégués qui seront réunis aux officiers pour nommer le chef de bataillon et le porte-drapeau.

Le *Gaulois* rectifie en ces termes la nouvelle qu'il avait donnée relative à la mort de M. Quesnay de Beaurepaire :

« Nous avons raison d'exposer hier que la nouvelle de la mort de M. de Beaurepaire ne se confirmerait pas.

« Nous avons eu le plaisir de voir dans la soirée M. de Beaurepaire qui n'a même pas quitté Paris, comme on l'avait dit. Ce commandant d'une compagnie de volontaires partira jeudi avec un nouveau bataillon des corps-francs de l'Elysée. »

TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAUMUR.

Les audiences de vacation du tribunal de commerce sont fixées comme suit :

Neuf septembre, 23 septembre, 7 octobre, 21 octobre.

La première audience après vacation est fixée au lundi 7 novembre.

Le greffier du Tribunal,
CH. PITON.

Pour chronique locale et nouvelles diverses : P. GODET.

Dernières Nouvelles.

Paris, 19 août.

Le ministre de l'intérieur a fait au Corps-Législatif la communication suivante :

« L'armée du prince royal de Prusse, qui avait paru s'arrêter, a repris sa marche. Le comité de défense prend ses mesures.

« On peut compter sur l'énergie du ministre de la guerre et du commandant de Paris. Le Gouvernement compte sur la vaillance de la population de la capitale. »

Les coureurs ennemis auraient été vus à Brienne.

Plusieurs journaux ont parlé hier de nouveaux combats qui auraient eu lieu à notre avantage. Aucune nouvelle officielle n'est venue confirmer ces bruits.

La Belgique et le grand-duché de Luxembourg ont définitivement reconnu que le passage des blessés prussiens sur leur territoire serait tout-à-fait contraire à la neutralité dans laquelle elles entendaient se maintenir, et qu'en conséquence ils ne le permettraient pas.

En vertu d'un arrêté du gouverneur de Paris, la préfecture de police a mis cette nuit ses agents en campagne.

Les barrières, les endroits mal famés, les

maisons garnies mal notées, les refuges des ponts ont été explorés en tous sens, par des escouades de sergents de ville.

Le premier coup de filet a produit quelque chose comme quinze cents arrestations.

Nous n'avons pas besoin de dire que c'est la lie de la population parisienn qui a été ainsi placée sous les verroux, et mise dans l'impossibilité de nuire, le cas échéant.

Les femmes surtout éveillaient la curiosité du public, qui ne connut qu'à trois heures l'arrêté du gouverneur de Paris.

Quelques-unes étaient vêtues assez proprement, mais le plus grand nombre étaient attifées selon la mode des cabarets borgnes de barrière.

Pour dernières nouvelles : P. GODET.

POUR ÉVITER

LES CONTREFAÇONS

DU

CHOCOLAT-MENIER

IL EST INDISPENSABLE

D'EXIGER

LES MARQUES DE FABRIQUE

avec

le véritable nom.

— Depuis la cure du Saint-Père par la douce *Revalscière Du Barry*, et les adhésions de beaucoup de médecins et d'hôpitaux, nul ne pourra plus douter de l'efficacité de cette délicieuse Farine de Santé, qui guérit, sans médecine, ni purges, ni frais, les dyspepsies, gastrites, gastralgies, glaires, vents, aigreurs, acidités, pituites, nausées, renvois, vomissements, constipation, diarrhée, dysenterie, coliques, toux, asthme, étouffements, oppression, congestion, névrose, insomnies, mélancolie, diabète, faiblesse, phthisie, fluxions et tous désordres de la poitrine, gorge, haleine, voix, des bronches, vessies, foie, reins, intestins, muqueuse, cerveau et sang. 72,000 cures, y compris celles de S. S. le Pape, le duc de Pluskow, Mme la marquise de Bréhan, etc., etc. — Six fois plus nourrissante que la viande sans échauffer, elle économise 50 fois son prix en médecine. — En boîtes : 1/4 kil., 2 fr. 25; 1/2 kil., 4 fr.; 1 kil., 7 fr.; 6 kil., 32 fr.; 12 kil., 60 fr. — La *Revalscière chocolatée* rend appétit, digestion, sommeil, énergie et chairs fermes aux personnes et aux enfants les plus faibles et nourrit dix fois mieux que la viande et que le chocolat ordinaire sans échauffer. — En boîtes de 12 tasses, 2 fr. 25; de 576 tasses 60 fr., ou environ 10 c. la tasse. — Envoi contre bon de poste, — Dépôt à Saumur, chez MM. TEXIER, place de la Billaugerie, COMMON, rue St-Jean, GONDRAND, rue d'Orléans, et chez les pharmaciens et épiciers. — DU BARRY, et Co., 26, place Vendôme, Paris. (444)

P. GODET, propriétaire-gérant.

Etude de M^e SANZAY, notaire à Brézé successeur de M^e DABURON.

A VENDRE
A L'AMIABLE,
LA PROPRIÉTÉ
DU PETIT-PALTEAU

Située commune d'Épieds (Maine-et-Loire) et par extension sur celle de Saix (Vienne).

Appartenant à M. de Béchillon.

Cette propriété comprend : bâtiments d'habitation et d'exploitation, 10 hectares 64 ares 78 centiares de terres labourables, 55 ares de prés et 53 ares de bois taillis.

Elle sera prochainement traversée par la route directe, aujourd'hui en construction, de Saumur à Loudun. Les terres sont propres à la culture des prairies artificielles.

On accordera toutes facilités pour les paiements.

S'adresser, pour tous renseignements et pour traiter, audit M^e SANZAY, notaire. (482)

A CÉDER

MAGASIN DE MERCERIE, BROSSERIE ET JOUETS D'ENFANTS,

A Saumur, rue Saint-Jean, n° 48.

Pour traiter, s'adresser à M. Ch.

BLANCHET.

Bail à la volonté de l'acquéreur.

Toutes facilités du propriétaire.

M^le Olivier de Laleu. (316)

A VENDRE

UN CABRIOLET à 4 roues, presque neuf.

S'adresser au bureau du Journal.

A LOUER

PRÉSENTEMENT,

UN APPARTEMENT, composé de deux pièces, avec jardin, situé rue des Capucins, maison Jagot.

S'adresser au Directeur de l'usine à Gaz de Saumur. (339)

USINE A GAZ
DE SAUMUR.

Le Directeur de l'usine à gaz de Saumur a l'honneur de prévenir le public que le traité passé entre l'administration de l'Usine et la compagnie des Mines de Blanzy, pour la vente du coke provenant de la distillation, prenant fin le 31 décembre prochain, il peut traiter dès aujourd'hui pour la vente du coke en gros à partir du 1^{er} janvier 1874.

Le Directeur de l'Usine à Gaz, A. FOUCHET. (338)

BOULANGERIE A CÉDER

de suite,

S'adresser au bureau du journal. Toutes facilités pour arrangement.

On demande une apprentie pour les modes et la lingerie.

S'adresser au bureau du Journal.

UN ANCIEN MILITAIRE, âgé de 42 ans, très-valide, s'offre pour remplaçant.

S'adresser au bureau du journal.

FABRIQUE D'ENCRE

de PASQUIER, pharmacien, rue du Marché-Noir, Saumur.

Cette encre est inaltérable et n'oxyde pas les plumes métalliques.

LA SEMAINE RELIGIEUSE

DU DIOCÈSE D'ANGERS.

REVUE LITURGIQUE ET HISTORIQUE

PARAISSANT TOUS LES SAMEDIS.

Offices. — Vies des Saints. — Bonnes œuvres et Faits divers

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Un an. 5 fr. | Six mois. 2 fr. 75 c.

On reçoit les timbres-poste en paiement.

On s'abonne à Saumur, chez M. GODET, imprimeur-libraire, place du Marché-Noir.

BOURSE DE PARIS.

RENTES ET ACTIONS	BOURSE DU 25 AOUT.			BOURSE DU 26 AOUT.		
	Dernier cours.	Hausse.	Baisse.	Dernier cours.	Hausse.	Baisse.

3 pour cent 1862.	61 25	» 25	» 25	60 75	» 25	» 50
4 1/2 pour cent 1852.	92	»	»	91 50	»	» 50
Obligations du Trésor.	425	»	»	425	»	»
Ville de Paris 1869.	299	»	1 50	299 75	» 75	»
Banque de France.	2655	»	»	2600	»	55
Crédit Foncier (estamp.).	1055	»	30	1075	» 20	»
Crédit Foncier colonial.	»	»	»	»	»	»
Crédit Agricole.	545	»	»	»	»	»
Crédit industriel.	600	»	»	600	»	»
Crédit Mobilier (estamp.).	137 50	»	2 50	138 75	1 25	»
Comptoir d'esc. de Paris.	600	»	7 50	600	»	»
Orléans (estampillé).	905	»	»	900	»	5
Nord (actions anciennes).	1038 75	»	16 25	1035	»	3 75
Est.	500	»	2 50	495	»	5
Paris-Lyon-Méditerranée.	930	»	»	925	»	5
Midi.	605	»	10	605	»	»
Ouest.	570	»	»	570	»	»
Charentes.	»	»	»	»	»	»
Vendée.	»	»	»	»	»	»
C ^e Parisienne du Gaz.	1410	»	2 50	1400	»	10
Canal de Suez.	232 50	»	»	231 25	»	1 25
Transatlantiques.	152 50	»	2 50	»	»	»
Câble transatlantique.	»	»	»	»	»	»
Compagnie immobilière.	67 50	»	1 25	65	»	2 50
Emprunt italien 5 0/0.	48 50	»	» 30	48 70	»	10
Autrichiens.	660	»	17 50	672 50	12 50	»
Sud-Autrich.-Lombards.	380	»	12 50	382 50	2 50	»
Victor-Emmanuel.	»	»	»	»	»	»
Crédit Mobilier Espagnol.	310	»	»	310	»	»
Et-Hongrois.	»	»	»	»	»	»
Foncier autrichien.	772 50	»	10	750	»	22 50

OBLIGATIONS 3 p. 0/0, garanties par l'État, remboursables à 500 fr.

Nord.	315	»	»	315	»	»
Orléans.	308 75	»	»	308 75	»	»
Paris-Lyon-Méditerranée.	303 75	»	»	304	»	»
Ouest.	307 50	»	»	303 75	»	»
Midi.	302 50	»	»	310	»	»
Est.	297 50	»	»	300	»	»

Saumur, P. GODET, imprimeur.